

## versione italiana

Vous avez dit culture? Il semble que le mot ait disparu du vocabulaire politique. La récente élection présidentielle française en témoigne: à aucun moment la culture, ou la politique culturelle, ne furent un thème évoqué par les candidats, de quelque bord qu'ils soient. Constat amer, mais marqueur de l'époque. Les temps glorieux où les débats intellectuels, parfois enflammés, nourrissaient le débat politique et la vision d'une société possible, sont éteints. Il faut se rendre à l'évidence, la culture, tout au moins en France aujourd'hui, ne fait plus partie de la constitution d'une identité nationale. Donc du discours politique.

Lors de son unique grand show de deux heures à La Défense à Paris le 2 avril dernier, avant le premier tour, devant 30.000 personnes, le président sortant, pourtant fort lettré et consultant régulièrement, dit-on, des artistes sélectionnés, n'a pas pris peine de s'appuyer sur la culture, ou sur une pensée pour la culture, pour convaincre les électeurs. Les priorités étaient ailleurs.

De même lors du débat télévisé avant le second tour avec Marine Le Pen, Emmanuel Macron a glissé le mot „culturel“ une seule fois au détour d'une phrase, sans conséquence. La culture ne rapporte pas de votes, ainsi peut-on interpréter le message. Elle a perdu son pouvoir rassembleur. La „Grande Nation“, comme disent les amis européens, surtout germanophones, parfois de manière un peu sarcastique, pour évoquer la France, n'est plus grande par son histoire culturelle actuelle, qui disparaît de son ADN identitaire.

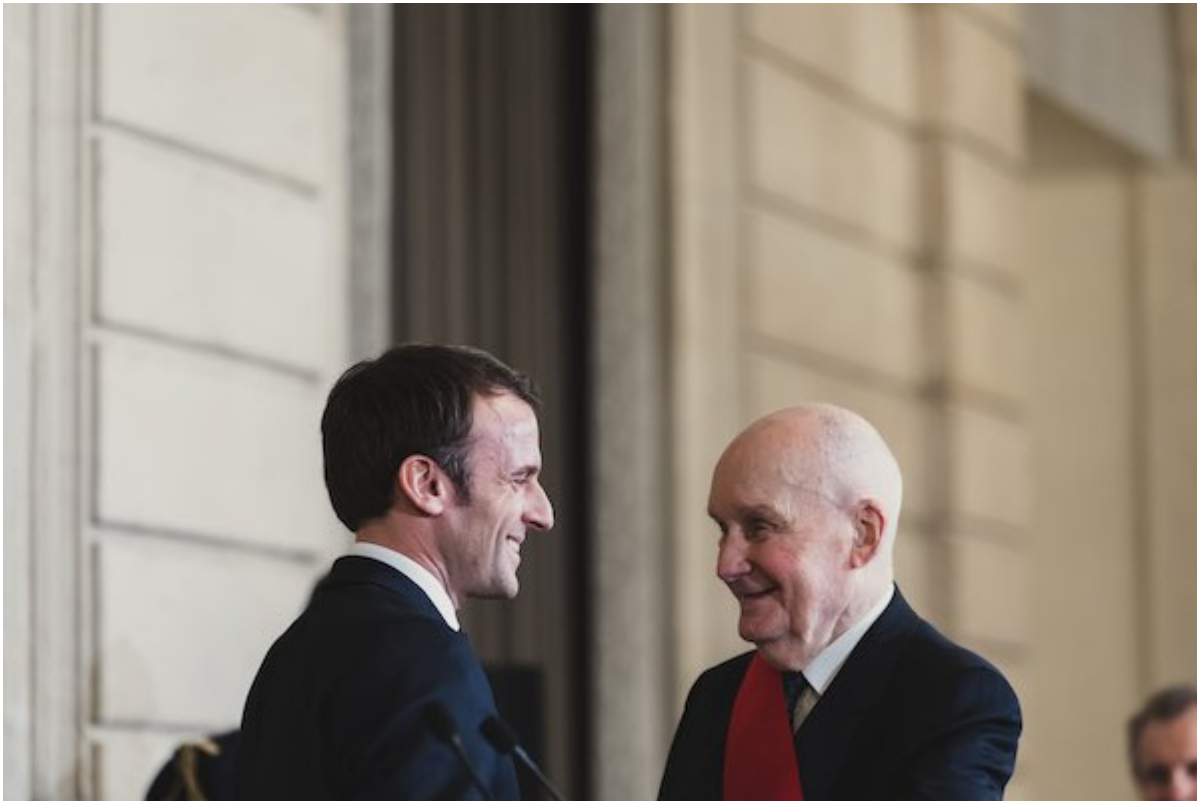
Comme le remarquait ironiquement un éditorialiste du „Monde“, il a fallu un mort pour que le président nouvellement élu reparle de culture. Un très beau discours, au demeurant, lors de l'hommage national rendu aux Invalides par Emmanuel Macron le 27 avril dernier à Michel Bouquet, décédé le 13 avril à l'âge de 96 ans. Bouquet, qui a tourné avec les plus grands, d'Abel Gance à Claude Chabrol ou François Truffaut, qui fut longtemps un professeur admiré au Conservatoire National d'Art Dramatique de Paris, acteur absolu, était tout au long de sa vie resté fidèle au théâtre. De Molière à Pinter ou Thomas Bernhard, et surtout Ionesco. Il aura joué plus de huit cents fois „Le Roi se meurt“, jusqu'à une ultime reprise en 2014, à presque quatre-vingt dix ans. Et même Orgon dans le „Tartuffe“ de Molière, son ultime rôle à quatre-vingt douze ans.

Toujours fidèle jusqu'à l'obsession aux textes et aux auteurs, cherchant sans cesse la „transparence“ de l'interprétation. „Ce sont les rôles qui me donnent de l'épaisseur“, disait-il. Un maître.

La cérémonie des Invalides, malgré son intensité, sonnait soudain pourtant étrangement comme une belle opération de marketing politique, tendance people. Comme un rattrapage post-électoral.

Macron aime les cérémonies porteuses de symbole, telle l'entrée de Joséphine Baker au Panthéon en novembre dernier, célébrant ainsi, à travers cette idole des scènes parisiennes et grande résistante d'origine américaine, la Résistance et l'intégration à la communauté française. „J'ai deux amours, mon pays et Paris...“. Oui, Joséphine avait su alors enchanter la France. Et la défendre.

Ou celle de l'écrivain Maurice Genevoix, également au Panthéon, en novembre 2020, rappelant les morts de 1914, pour laquelle il passe commande d'une oeuvre plastique à Anselm Kiefer et une oeuvre musicale au compositeur Pascal Dusapin. Cette oeuvre pour chœur a cappella, „In nomine lucis“, remarquable, est toujours diffusée régulièrement dans l'enceinte du Panthéon. Macron donc, sait faire. Lorsqu'il en va de l'image régaliennne du pouvoir.



Emmanuel Macron avec Michel Bouquet

La réalité de terrain est moins brillante. La politique culturelle se dissout dans une nébuleuse sans concept. Comme si les opérations prestigieuses à forte visibilité faisaient office de politique. Le reste n'étant que traitement des affaires courantes à forte connotation de démantèlement des services publics. Sans opposition notable du monde intellectuel et culturel, aujourd'hui plus attaché à la préservation des trajectoires personnelles qu'à la défense d'une communauté d'esprit. Le budget de la Culture, il est vrai en constante augmentation sur le quinquennat passé,

paradoxalement, pour atteindre 4 milliards € en 2022, semble satisfaire les appétits, mais surtout conçu pour éviter les remous, toujours néfastes en terme d'image. Le milieu est parfois un peu turbulent. Mais de politique de fond, on n'en voit pas trace. Bérenger Ier, le Roi de Ionesco, qui bien sûr ne veut pas mourir, dans un instant de lucidité déclare prémonitoirement: „ Hélas, ce qui doit finir est déjà fini.“ Sans pousser trop loin la métaphore, on voudrait espérer que cet aphorisme de Bérenger ne s'applique pas à la politique culturelle que nous avons connue depuis l'après- seconde guerre mondiale.

On aurait pu espérer en effet que le Président Macron, qui cite volontiers son maître à penser, le philosophe Paul Ricoeur, aurait porté lors de son premier quinquennat une vision pour la culture. Il n'en a rien été. L'idéologie néo-libérale qui finalement l'anime, aura tout emporté. Le critère du chiffre, à la place de celui du contenu ou de l'excellence, a dominé. Et, en bon néo-libéral, le passage subreptice d'une politique de l'offre, élaborée depuis 1945, à une politique de la demande a fait son chemin. Les ministres de la Culture se sont succédé sans marquer, les décisions principales revenant à l'Élysée, et la seule mesure qui reste comme étalon de la politique macronienne, le seul geste culturel que l'on retient, est la mise en place d'un „Pass culture“, un gadget technocratique sensé booster l'intérêt pour la culture chez les jeunes générations. Il fut annoncé dès 2017, à l'occasion de la campagne présidentielle d'alors, et mis en place graduellement: attribuer à chaque jeune de 15 à 18 ans une somme forfaitaire, disponible pendant 24 mois, allant jusqu'à 300 euros selon l'âge, bientôt 500 euros, pour l'inciter à aller au théâtre, dans les concerts, les musées, les cinémas, acheter des livres, lire, voir, écouter, comprendre. En pensant que l'aide à la consommation serait le sésame d'une pratique culturelle intensifiée et démocratisée.

Le bilan publié récemment de cette opération „Pass culture“, budgétisée en 2022 à 200 millions €, est éloquent: 84% des achats effectués par les jeunes consommateurs ont été consacrés au „livre“, dont en réalité 71% à l'achat de mangas. Et seulement 5,6% pour la musique et les concerts, 3,8% pour le cinéma, et 1% pour les pratiques artistiques. Les librairies qui ont développé des rayons mangas se réjouissent pour leur chiffre d'affaires. Les éditeurs japonais également. Les théâtres, salles de concert, musées, cinémas, un peu moins...

Qu'à cela ne tienne, la stratégie du „Pass culture“ est déjà annoncée comme devant être poursuivie. L'éducation artistique par contre reste en jachère. Et les musées continuent de devoir courir après le mécénat pour alimenter leur capacité d'achat d'oeuvres et d'entretien, faute d'aide publique suffisante. Le budget d'acquisition du Centre Georges-Pompidou est actuellement de moins de 2 millions d'euros. Ridicule, face aux prix du marché de l'art contemporain, et aux

capacités des autres grands musées internationaux concurrents. Donc totalement dépendant de la course au mécénat. Et ses incidences éthiques, voire géopolitiques.

On craignait que Marine Le Pen, en cas d'élection, ne soit tournée que vers la défense du Patrimoine, nos vieilles pierres et monuments, et ce faisant vers la réécriture de l'Histoire et du récit national, reconstitué à la sauce ultra droite, Macron apparaissant comme le défenseur progressiste de la création. Rien de tout cela. La stratégie nouvelle est principalement consumériste, et la culture, qui il faut bien le dire a elle aussi échoué à contrecarrer la normalisation de l'idéologie ultradroitière dans le corps social -une défaite sur le terrain des consciences, ne semble plus armée, ni soutenue clairement par la puissance publique, pour lutter contre les thèmes identitaires, communautaristes ou potentiellement racistes, qui se sont peu à peu imposés et ont dominé le débat de ces dernières élections présidentielles. Propulsant l'extrême droite, le phénomène Zemmour aidant, à 42% des suffrages exprimés. Du jamais vu.



Bien sûr, les priorités ne manquent pas. La guerre en Ukraine, les bouleversements géopolitiques, la pandémie et la gestion post-pandémique, la crise du pouvoir d'achat (préoccupation principale des français, selon les derniers sondages), la pression de l'immigration, l'islamisme radical toujours plus envahissant, la montée généralisée de l'extrême droite en Europe, pour ne citer que les plus visibles, peuvent détourner un homme politique ou un gouvernant de la gestion de la culture. La perte du sens, et l'oubli de redonner un sens à la vie commune, rôle que la culture d'ordinaire incarne, sont pourtant peut-être à la source de la crise de la démocratie, et délétères, si l'on n'y prend garde. Les chiffres français parlent.

La réalité chiffrée de ces élections laisse en effet perplexe. Macron sans conteste l'a emporté avec 58% des suffrages exprimés (27,8% au premier tour), contre 42% à Marine Le Pen. Si l'on rapporte cependant les scores au nombre total d'inscrits sur les listes électorales, Macron n'a rassemblé au 1er tour que 19,71% des votes. Un français sur cinq. Et 38,5% au 2è tour, bénéficiant pour ce faire d'un vote de sauvegarde anti-Le Pen. Ce qui, malgré la victoire officielle, ne peut faire oublier les 34% qui se sont abstenus, ou ont voté blanc ou nul (non comptabilisés comme suffrages exprimés). Un français sur trois. Les abstentions, les votes blancs, nuls, et Le Pen parviennent de fait au score total de 61,5% des français. Six français sur dix n'ont pas voté pour le président élu. Symptôme évident d'un malaise. D'un sens civique égaré. Désorienté. Déconnecté. Ou réfractaire. L'élection est légitime bien sûr, mais la légitimité dans l'opinion est loin d'être acquise. Les explosions sociales menacent. Et la démocratie est ébranlée.

L'écrivain et dramaturge Mohamed Kacimi, pourfendeur connu des fanatismes religieux, joué au Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine comme à la Comédie Française ou au Festival d'Avignon, écrivait récemment dans le Monde: „Un président élu à contrecœur ne peut faire le bonheur d'un peuple qui ne l'aime pas.“ On ne sait si ce président parviendra à surmonter ce désamour. Mais s'il ne s'entêtait pas à désubstantialiser la politique culturelle et le Ministère chargé de la promouvoir, s'il s'attachait à redonner du sens à la culture de son pays, une structure forte, volontaire, et une présence ou une image reconstruites, au moins symboliques, il pourrait apporter un élément de réponse fondamental à la dérive dystopique que nous constatons depuis quelques années.

André Malraux, le lanceur de la politique culturelle en France dans les années 50, titulaire du premier Ministère de la Culture créé par le Général de Gaulle en 1959, affirmait dans une formule restée célèbre : „la culture est ce qui reste quand on a tout oublié“. Plus on avance en macronisme, plus on a le sentiment que nos contemporains, les plus jeunes génération surtout, finissent effectivement par tout oublier, y compris la culture. Sans parler de nos représentants politiques, à l'unisson de cet oubli, de cet abandon.

L'absence de la culture du discours politique, une béance devenue aujourd'hui récurrente, a signifié sa défaite. À vrai dire une défaite de la pensée. Provisoire? Un sursaut est attendu. Pour que la culture ne soit pas déjà finie. Pour faire mentir Bérenger.

P.G. 04.05.22